

**Déclaration FNEC-FP FO79
CDEN79 – lundi 5 septembre 2022**



Madame le Préfet,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Ce n'est pas le ministre Ndiaye, mais le président Macron lui-même qui a ouvert la réunion de rentrée des recteurs jeudi 25 août.

L'école n'est pas à la hauteur, leur a expliqué le chef de l'Etat : « *Nous avons trop d'élèves malheureux, trop de parents anxieux, de professeurs désabusés ou qui ont le sentiment de ne pas être reconnus et trop d'entreprises qui ne trouvent pas de jeunes formés.* »

Ce sombre constat, cela fait des années que la **FNEC-FP FO** et les personnels le font. C'est le résultat des contre-réformes et des politiques de réductions budgétaires imposées par Macron, Blanquer et leurs prédécesseurs. Ce sont eux les responsables.

C'est le gel des salaires et la masterisation des concours qui ont conduit à cette rentrée catastrophique où l'on va manquer partout d'enseignants sous statut. Quant aux perspectives économiques, comme toute la population, les personnels se demandent comment ils pourront faire face à l'inflation qui ne cesse de grimper...

En effet, les personnels, comme tous les salariés, vont vite se trouver pris à la gorge par l'augmentation incessante des prix. En plafonnant l'augmentation du point dans la Fonction Publique à 3,5 %, le gouvernement cherche en réalité à imposer, au regard d'une inflation annuelle qui dépasse déjà les 6%, un nouveau recul de notre rémunération.

Cette chute du pouvoir d'achat s'accompagne d'une dégradation sans précédent des conditions de travail. Le nombre de postes reste insuffisant. Pire, 1700 places aux concours n'ont pas été pourvues faute de candidats. Cela signifie donc toujours plus de classes fermées, moins de remplaçants, moins de personnels RASED... Plutôt que de chercher des solutions pour recruter des enseignants fonctionnaires d'État, le ministre multiplie le recours aux contractuels précaires. 3000 ont été recrutés à ce jour !

13 contractuels ont été recrutés par vos soins, Monsieur le Directeur Académique. 12 autres le seront certainement dans les semaines qui viennent au vu des inévitables besoins qui se révéleront.

Ne nous inquiétons pas car on nous parle d'une formation de 4 jours pour ces futurs collègues... nous sommes sauvés !

Notons ce chiffre : en 5 ans (de 2015 à 2020), la part de contractuels (enseignants AED, AESH, administratifs...) à l'Éducation nationale est passée de 14,5% à 22%. Plus d'un agent sur 5 dans notre ministère est donc hors statut !

Pour la **FNEC-FP FO**, il y a urgence à recruter des enseignants fonctionnaires d'État par l'utilisation de la totalité des listes complémentaires, par le réabondement de celles-ci, par la mise en place de concours exceptionnels à Bac+3 et par la titularisation de tous les contractuels qui le souhaitent, sans attendre l'hypothétique concours annoncé par le ministre Ndiaye.

Ce CDEN sera peut-être l'occasion d'aborder la question des évaluations d'écoles et des établissements scolaires, dispositif qui va radicalement changer l'école publique et républicaine. Les choses sont lancées, les écoles savent si elles sont ou pas dans le viseur.

Ce que l'on a appris des syndicats FO du Puy de Dôme et de l'Yonne, c'est que leurs DASEN reconnaissent que ces évaluations d'école ne peuvent être obligatoires et accèdent à notre demande à savoir que les écoles puissent sortir du dispositif !

Lors du CTSD, à cette évocation, Monsieur le DASEN, vous nous avez répondu que vous et vos homologues de l'académie n'étiez pas sur cette position.

A la même heure, se tenait le CTSD de la Vienne et nos camarades du SNUDI-FO 86 nous apprennent que leur DASEN leur répond que les écoles qui ne veulent pas être volontaires pour ces évaluations peuvent le faire savoir par écrit : "*Nous allons collecter le refus et ensuite on verra*".

Alors M. le DASEN79, que fait-on ?

Déjà les personnels concernés se mobilisent. Ils obtiendront naturellement tout le soutien de la **FNEC-FP FO79**.

Nos collègues AESH vont débiter cette rentrée scolaire avec, comme les autres années, une absence abyssale de perspectives en terme de salaires, de statut et de formation. Ce ne sont pas les 16 AESH supplémentaires accordées par le rectorat qui vont permettre d'améliorer les conditions de travail de nos collègues et permettre de résoudre les 5 à 7 % de notifications MDPH non honorées par l'Education Nationale soit 80 à 110 élèves non accompagnés.

La **FNEC-FP FO** va continuer, aux côté des personnels AESH, à se battre pour leurs droits et conditions de travail en revendiquant :

- La prise en charge de tous les déplacements et la revalorisation des indemnités kilométriques ;
- La garantie d'accès à des contrats à temps complet sur la base d'un accompagnement élève à 24H ;
- L'abandon les PIAL et de la politique de mutualisation des moyens ;
- La création d'un corps de fonctionnaires de catégorie B.

Merci de votre attention